N°0042 | Jeudi 30 juin 2022 | Prix : **300** F CFA

IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

Accord entre Coris Bank International et partenaires internationaux

P. 10

SÉCURITÉ ET DÉFENSE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

Le rôle de la fondation Konrad Adenauer.

P. 8

Depuis six ans, la fondation suscite le dialogue sur les questions de sécurité et de défense en Afrique subsaharienne à travers son programme SIPODI.

Lancement de la 1ère édition du Grand Tour de Lomé

P. 10

«Django Rally»: Arrivée de la parade de véhicules de luxe samedi 25 juin à Lomé dans une ambiance festive.

P. 10

INTERVIEWS

EMMANUELLE SODJI,
journaliste- réalisatrice :

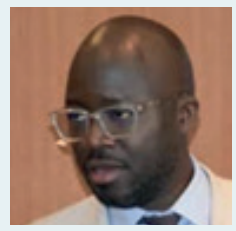
« Le devoir d'informer est une responsabilité qu'il faut assumer ». Pp. 2-3

PROF JEAN-FRANÇOIS AKANDJI-KOMBÉ,
juriste :

« L'information a le pouvoir d'atténuer ou résoudre des situations de crise ». P. 4

RÉGIS HOUNKPÈ,
analyste géopolitique :

« Il faut réinstaller les médias traditionnels dans leur rôle qui est celui d'informer les opinions publiques sur (...) les questions de sécurité » P. 5



DR. TOUSSAINT KOUNOUHO,
coordonnateur régional de programme SIPODI :

« nous tentons une sorte de démarche de publicisation des problématiques sécuritaires en suscitant le dialogue multi-acteurs ».

Entretien

Emmanuelle Sodji : « Le devoir d'informer est une responsabilité qu'il faut assumer ».

Emmanuelle Sodji, journaliste- réalisatrice, basée en Afrique de l'Ouest depuis 2010 est connue pour la couverture de notre pays, le Togo pour TV5 et France 24. Basée au Bénin depuis quelques années, elle travaille également dans d'autres pays de la sous-région. La journaliste, franco-bénino-togolaise, indépendante, collabore également à d'autres chaines et entreprises de productions étrangères. Emmanuelle Sodji a tourné de nombreux reportages sur des terrains difficiles, dans le Nord du Mali, à Tombouctou, peu avant la chute de la cité de 333 Saints, prise par les jihadistes d'Ansar Eddine, en 2012 ; dans le Nord du Nigeria auprès des populations victimes des violences meurtrières du groupe paramilitaire islamiste, Boko Haram, au Burkina Faso (au moment de la chute de Blaise Compaoré), au Sénégal ,au Cameroun et au Niger et réalisé de nombreuses enquêtes sur la traite des enfants au Togo et au Bénin. Emmanuelle Sodji a couvert plusieurs élections présidentielles pour les médias internationaux (Nigeria, Togo, Bénin).

Auparavant, en France, au début des années 2000, la journaliste présentait le journal Afrique sur France 0, une chaine du Groupe France Télévisions, des émissions spéciales pour TV5 et FRANCE 0 et effectuait des missions de reportages sur le continent africain pour le compte de l'Agence internationale de Télévision (l'AITV), une agence spécialisée sur l'Afrique.

Précédemment, elle a travaillé en Amérique du Sud (Guyane française), en Martinique et en Guadeloupe, au sein de (RFO) Réseau France Outre Mer en télévision et en radio.

Après toutes ces années de terrain, elle évoque pour notre journal les difficultés de la profession et les problématiques à relever pour une femme journaliste.

Emmanuelle Sodji

Imagine Demain : Les journalistes deviennent-ils des cibles de plus en plus importantes sur les terrains de conflit ?

Emmanuelle Sodji : Oui et malheureusement ils sont délibérément ciblés en plus d'être des victimes collatérales sur les lignes de front. Aujourd'hui, porter un brassard et un casque de presse, défendre la liberté de la presse, ne suffisent à vous mettre à l'abri parce que la fonction n'est plus aussi protectrice que dans le passé.

Les journalistes sont souvent accusés de faire de la propagande ou de servir un camp quand ils donnent la parole aux forces en présence. Ils sont donc plus exposés à la mort sur un conflit. Pourtant, le plus grand danger pour un journaliste n'est pas forcement sur un terrain de conflit. Il est plus fréquemment sournois, quand vous traitez des sujets qui dérangent. On ne le répètera jamais assez, plus de 90 % des journalistes sont tués en couvrant des sujets locaux. Quand ils sont exécutés en exerçant leur métier, cela fait la « Une » des journaux pendant quelques heures s'il s'agit d'un confrère qui travaille pour une chaine célèbre puis, l'information en chassant une autre, sombre dans l'oubli. D'ailleurs, je pense à tous ces journalistes moins connus dont l'exécution est traitée comme un fait divers, une banalité même. On ne devrait jamais s'habituer à décompter les morts chaque année à l'occasion des rapports sur la liberté de la presse. Il faut que les populations s'indignent davantage car c'est une sentinelle de la liberté qu'on réduit au silence. Les organisations des droits humains doivent porter un regard spécifique sur cette problématique.Quand il y a meurtres de journalistes dans la majorité des cas, le taux d'impunité□ est de plus de 90 %. Il faudrait faire en sorte que la liberté d'informer reste une citadelle qu'aucun Etat, qu'aucune organisation ne devrait oser attaquer. L'assassinat de la presse c'est vouloir, en filigrane, viser toutes les libertés, qu'elles soient publiques ou individuelles. Cette mise à mort programmée de la liberté de la presse en dit long sur le mauvais état des droits dans nos sociétés. Toutes les digues de nos libertés sont en train de sauter au moment où paradoxalement, nous n'avons jamais été autant confrontés à un tel flux d'informations continu. Mais quelles informations ? Les individus devraient réfléchir à cette question. En réalité, le journalisme d'information dérange car la volonté de dissimulation est une réalité, compte tenu généralement de la sensibilité de certaines informations ou simplement des exactions que l'on cherche à cacher.

Dans un Etat où les droits des individus sont restreints ou bafoués, un journaliste est en danger dès qu'il n'est, en général, pas manipulable ou corruptible.

En quoi une femme journaliste est-elle plus vulnérable qu'un homme dans un environnement sécuritaire complexe et hostile ?

En plus des raisons qui font qu'on s'attaque à un journaliste,

(Suite à la page 3)

il y a des raisons spécifiques pour que l'on s'en prenne à une journaliste femme. L'environnement sécuritaire complexe et hostile dont vous parlez, c'est avant tout pour une femme, l'insécurité permanente dans n'importe laquelle des corporations. Cette insécurité se manifeste par de la misogynie, du harcèlement et des violences sexuelles. Il suffit d'observer le regard que portent beaucoup d'hommes sur les femmes dans nos sociétés et vous voyez se dessiner un tableau bien sombre. Un état des lieux pas très reluisant pour la gent féminine. Cela semble empirer au fil du temps.

La femme journaliste livre souvent un combat sur plusieurs fronts : dans son foyer, avec son entourage professionnel et enfin sur le terrain. En 2011, les viols et violences sexuelles dont ont été victimes les femmes journalistes en période de crise ont été documentés. Notamment lors des manifestations en Egypte au Caire, sur la place Tahrir.

D'ailleurs, quelque temps après, le Conseil de sécurité□ des Nations unies, avait évoqué les risques spécifiques auxquels les femmes journalistes et professionnelles des médias sont exposées dans leur travail. Il avait appelé□ à prendre des mesures visant à assurer leur sécurité□ en période de conflit armé.

Il faut avoir en tête que dans de nombreux pays africains, être une femme dans le milieu de la presse est très mal vu. Dans certaines sociétés, c'est même contraire aux normes sociales et cela peut être l'origine de représailles.

Vous le constatez, la violence vient de partout. Lorsqu'une femme interroge un officiel, une autorité, elle peut être vulnérable. Alors, quand elle travaille sur un dossier sensible, le cocktail des défis à affronter est explosif. La méthode la plus couramment utilisée pour réduire une femme au silence après la tentative de corruption si elle ne fonctionne pas, c'est la tentative de séduction.

Il existe aussi une autre méthode, une violence verbale basée sur le genre, visant à vous impacter psychologiquement, ce dont on parle moins. Le canal d'attaque, ce sont les réseaux sociaux ciblant à la fois les femmes journalistes et les femmes activistes.

La gravité du problème est-elle suffisamment prise en compte ?

La gravité du problème ne peut pas être prise en compte tant que la parole de la majorité des femmes restera bâillonnée en raison de la persistance de l'omerta, tant que la femme journaliste continuera à exercer son métier sous cette cloche. Et dans des pays où les femmes journaliste sont servies de catalyseur, le boomerang a été violent. Par exemple, au Bénin, les révélations de la journaliste Angela Kpeidja ont provoqué une déflagration qui a fracturé la société entre partisans et adversaires de la condition de la femme harcelée dans le secteur de l'audiovisuel. Ses adversaires, hommes et femmes se sont érigés en donneurs de leçons. Notre consœur avait osé lever un voile sur des pratiques que la majorité des femmes subissait. A mon avis, il faudrait que la justice protège davantage les victimes de harcèlement et de violences sexuelles. Pour cela, cette justice très masculine devrait faire tomber des remparts qui protégent de grands patrons en prenant plus en compte la parole des femmes victimes.

Mais, au-delà du journalisme, toutes les corporations sont concernées par les problèmes liés au genre. Ils évoluent donc avec la société. Pour les journalistes femmes, il est évident que la sensibilisation, la formation spécifique liée à ces problématiques et la structuration en corporations professionnelles sont des voies qui peuvent permettre de contenir et faire reculer le phénomène. Chaque journaliste femme doit se sentir concernée, les hommes aussi d'ailleurs. Et c'est un travail de longue haleine.

Pourquoi, malgré tout, est-il important pour les femmes de continuer à exercer ce métier ?

Sans pour autant enfermer les femmes journalistes dans certaines cases, il est primordial que, malgré tous les types de menaces, les femmes soient bien représentées dans le journalisme sur le continent africain et spécialement en Afrique subsaharienne. Nous sommes encore dans des sociétés où certains sujets sont difficilement traitables par les hommes. Cela concerne la santé sexuelle, les violences conjugales ou encore les mutilations génitales. Car, encore aujourd'hui une femme n'est pas susceptible de parler de ces questions avec un homme journaliste.

Les femmes seront donc mieux placées pour recueillir des témoignages. Mais, attention, les femmes journalistes doivent veiller à ne pas être que reléguées à ce type de thématiques. Il est évident, mais si cela ne l'est pas pour tout le monde, qu'une femme peut aussi bien traiter ces sujets que des sujets liés à des conflits ou à la politique.

Avec la montée de l'extrémisme violent dans nos régions africaines et le risque de kidnapping (enlèvement) de journalistes, avez-vous peur ?

La peur est une réalité qu'il faut dompter. J'ai déjà été confrontée à des situations où ma vie était directement menacée. Mais cela ne m'empêche pas de poursuivre mon métier. Le risque est omniprésent. Ce qui exige de la prudence et de la vigilance. Les consignes de sécurité doivent être scrupuleusement respectées, sans que cela vous empêche de faire correctement votre travail. Il faut à chaque fois être capable de déterminer la limite de risque à ne pas franchir. Et parfois, cela relève de décision immédiate que l'on prend, sans toujours avoir en main toutes les cartes. L'instinct de survie s'aiguise avec l'expérience du terrain, et cela permet de prendre plus de risques sans trop s'exposer.

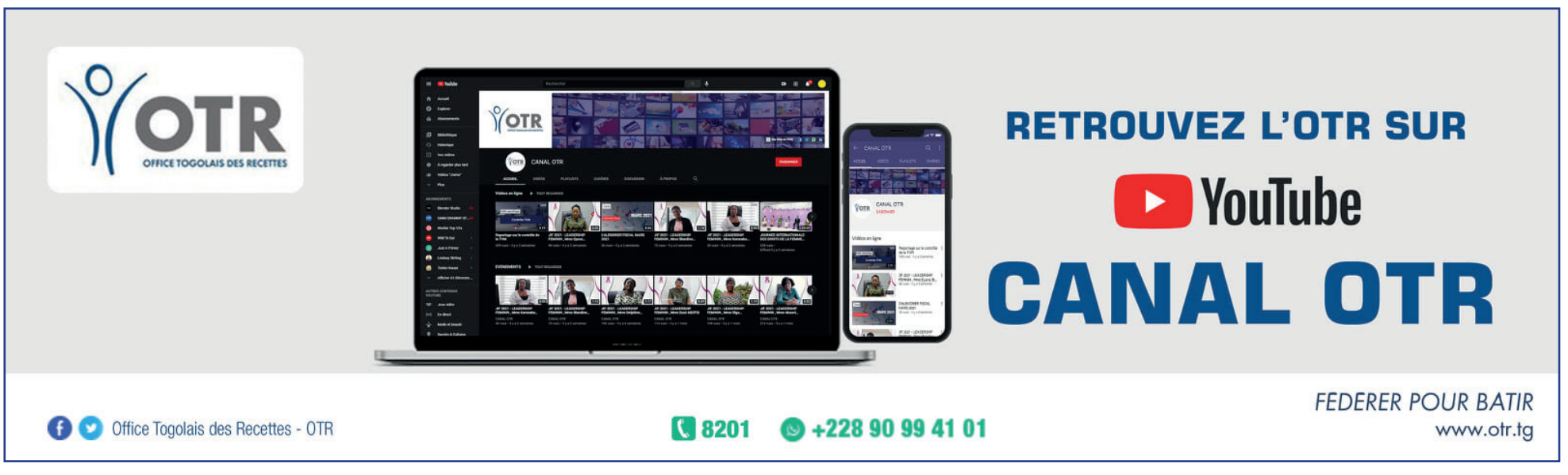
Le devoir d'informer est une responsabilité qu'il faut assumer. Il faut trouver l'équilibre entre le risque, sa peur, et l'exercice de son métier.

Beaucoup de situations, d'anecdotes façonnent votre parcours et votre carrière depuis 25 ans. Lesquels vous ont le plus marqué ?

Beaucoup d'événements ont jalonné mon parcours professionnel. Plus de 25 ans d'audiovisuel, cela laisse des traces, parfois profondes. Et c'est ce que vous ne verrez jamais à la télévision. Lorsque je réalise un sujet, derrière une histoire racontée qui est diffusée, il y a le off. Cela peut être des péripéties dignes de romans d'aventure, de grands moments d'émotions à l'écoute de témoignages quand je me sens impuissante face à l'extrême pauvreté de populations dans des coins très reculés. Mais, la cicatrice la plus profonde, le plus grand drame pour moi cela a été la descente aux enfers de mon assistante sénégalo-malienne. C'était en 2012 à Tombouctou (nord du Mali, 1010,3 km de Bamako la capitale), quelques semaines avant la prise de la ville par les jihadistes. Les populations vivaient dans la peur des attaques. Au bout de quelques jours de reportage, mon fixeur Touareg m'a demandé de quitter la zone en pleine nuit. Nos vies étaient en danger. Il nous a ramenés jusqu'à Douentza (centre, à 800 kilomètres de Bamako, sur l'axe conduisant à Tombouctou). Et de là, nous nous sommes fondues discrètement dans un bus, pour regagner la capitale. Dans le bus, il y avait en majorité des militaires en civils qui désertaient le nord. L'ambiance était assez particulière, tout le monde s'épiait. Mon assistante qui avait déjà eu très peur à Tombouctou, a tenté de s'égorger. Elle pensait que nous étions en danger et a voulu se suicider. Ensuite, la descente aux enfers a continué. Je vous passe les détails mais en quelques jours, elle a sombré dans la folie. Il m'a fallu 3 mois pour retourner sur le terrain.

Je pourrais encore témoigner sur de nombreux événements qui laissent des traces mais je prendrai le temps d'écrire. Dans quelques années, je rédigerai sans doute mes mémoires de femme journaliste. Quand il n'y aura plus d'enjeux.

Propos recueillis par Joseph Mensah-Boboe



CRISES SÉCURITAIRES :

Comment bien informer lecteurs et citoyens ?

Prof Jean-François Akandji-Kombé :

« L'information a le pouvoir d'atténuer ou résoudre des situations de crise ».

Comment parler des violences qui traversent les sociétés et comment évoquer les menaces terroristes ? Nous avons posé la question au juriste Jean-François Akandji-Kombé, professeur d'université. Il nous explique à quel point il est délicat mais nécessaire d'aborder ces questions.

Le professeur Jean-François Akandji-Kombe, le 20 mai, à l'hôtel Tiama, à Abidjan.

Imagine demain : ***Depuis quelques années, l'Afrique subsaharienne connaît une vague d'insécurité et vit sous la menace du terrorisme. Comment un journaliste peut-il dans ce contexte faire son travail et informer son public dans le respect de la déontologie et de l'éthique ?***

Professeur Jean-François Akandji-Kombé : L'insécurité et le terrorisme mettent en danger la vie de la nation et la stabilité des institutions. Mais avant d'atteindre la vie des personnes, leur intégrité et les institutions, ils frappent d'abord les esprits, y introduisent la peur, la méfiance et même la défiance. L'insécurité et le terrorisme minent ainsi, au sens propre du terme, la société. Je veux dire par là qu'ils fragilisent le lien social et, petit à petit, entraînent une remise en cause de l'ordre social. Dans ce contexte, l'information, la bonne information, celle qui est objective et responsable, apparaît alors comme un puissant antidote. Elle a le pouvoir d'atténuer ou résoudre des situations de crise. Du coup, les journalistes occupent forcément une position unique dans l'État.

Une position d'observateur ?

Le journaliste est un citoyen comme tout autre qui veille sur sa propre liberté d'expression. Mais en y veillant, il veille aussi sur la liberté d'expression des autres citoyens. La liberté d'expression n'est cependant pas une liberté absolue. C'est une liberté individuelle qui co-existe avec les intérêts du groupe, ce qu'on appelle l'intérêt général. Il faut tenir compte de cet intérêt général. J'avoue que c'est un des exercices les plus délicats dans ces contextes de crise que de trouver le bon équilibre entre cet intérêt général et les intérêts particuliers, surtout quand ces intérêts sont ceux des journalistes. Car, comme je l'ai déjà dit, ces intérêts-ci sont à la frontière entre le particulier et le général, l'individuel et le collectif. Parce que le droit de tous les citoyens d'être informés passe par le journaliste, celui-ci doit pouvoir aller chercher l'information sans trop d'entraves, recevoir cette information sans trop de restrictions et, enfin, pouvoir la diffuser le plus librement possible au public. En disant cela, je suis bien conscient que, dans cette situation, toutes les informations ne sont pas bonnes à diffuser. Mais, à mon avis, c'est ici qu'il faut faire entrer en jeu l'éthique de responsabilité du journaliste, complétée le cas échéant par la régulation publique. Il revient en effet et, selon moi, il doit revenir avant tout au journaliste la lourde responsabilité d'apprécier, en son âme et conscience, d'apprécier si tel élément, au moment où il va être diffusé, ne va pas contribuer à aggraver la situation, à nourrir la crise, ou s'il est de nature à permettre l'apaisement, la stabilisation.

C'est une question d'éthique ?

Il y a effectivement une dimension d'éthique personnelle du journaliste, mais cela relève aussi de son rôle d'agent social. Le journaliste est citoyen, mais il est aussi tout à la fois acteur de l'État de droit, activateur de la cohésion sociale et promoteur de l'éducation citoyenne. Je le répète encore : l'ignorance est un facteur d'embrasement. Quand je dis le mot « terroriste», je ne décris rien de précis pour les gens. En revanche j'active des imaginaires. Et le fait est que chaque citoyen mettra sous ces mots de « terroriste » ou « d'attentat terroriste » une réalité différente de celle de son voisin. C'est dire combien est importante l'éducation des populations, mais pas seulement elle. Il faut aussi permettre à ces populations d'avoir une juste compréhension des situations. Cela passe par les données mises à la disposition du public bien sûr, mais aussi par les analyses proposées sur la base de ces données. Se pose dès lors le problème, particulièrement épineux en période de crise, de l'accès des journalistes à l'information, surtout quand ces informations sont détenues par les autorités publiques. À cet égard, il me semble qu'il y a à distinguer entre l'accès à l'information, ou plus exactement aux données, et la diffusion de l'information qui, elle-même, peut être une information brute ou une analyse de situation. La question est alors la suivante : est-ce que le fait que certaines données ne peuvent pas être diffusées doit conduire à empêcher les journalistes d'y accéder ? À mon avis, la réponse positive à cette question ne s'impose pas dans tous les cas. Il faut tenir compte du fait que le journaliste a des droits à faire valoir à l'égard de l'État, spécialement au nom du devoir d'information du public. Il faut aussi tenir compte du fait que l'analyse de situation qui est offerte au public dépend nécessairement des données dont dispose le journaliste. L'information lacunaire du journaliste, en termes de données, peut être source d'analyses non pertinentes ou erronées. Bref, même si l'information n'est pas nécessairement diffusée, il faut recevoir la bonne information pour pouvoir analyser les situations.

> *Jean-François Akandji-Kombe est professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est par ailleurs doyen honoraire de la faculté de droit de Caen (Normandie en France), coordonnateur général honoraire du réseau académique européen des droits sociaux et professeur invité à l'université de Lomé.*

Face au terrorisme que peut faire un journaliste ?

Les situations que vous évoquez sont graves et il faut se garder d'en parler uniquement de façon théorique ou comme s'il s'agissait d'abstractions. Des droits et des libertés sont en jeu. Des vies peuvent l'être aussi. Et souvent, les éléments de la menace sont hautement volatiles. Nous sommes ici en train de parler et il se peut qu'il y ait une attaque dans 15 minutes ou dans une heure ou dans une journée. Et il faut que la collectivité puisse répondre à cela. La réponse militaire n'est ni la seule, ni la plus efficace sur le long terme. Quant au verrouillage de l'information, elle n'est certainement pas une réponse. Car c'est en étant informé que le citoyen devient la meilleure arme contre les éléments de déstabilisation sociale, politique ou tant d'autres. Il faut donc, pour chaque pays et eu égard à la situation spécifique qui y prévaut, trouver l'équilibre adéquat, le juste équilibre. Cela passe par un dialogue entre tous les acteurs.

Propos recueillis par Joseph Mensah-Boboe

Régis Hounkpè :

« Il faut réinstaller les médias traditionnels dans leur rôle qui est celui d'informer les opinions publiques sur les enjeux de la société dont les questions de sécurité ».

Les médias sociaux abordent plus facilement les délicates questions de sécurité que les médias traditionnels. Cependant, ces derniers doivent jalousement conserver leur rôle de diffuseur d'une information vérifiée et fiable.

Imagine Demain : L'insécurité, le terrorisme, et divers conflits menacent l'Afrique subsaharienne. Quelles places tiennent les réseaux sociaux de plus en plus présents sur le continent ?

Régis Hounkpè : Depuis plusieurs années, le continent africain est confronté à plusieurs crises sécuritaires que sont entre autres le terrorisme dans le Sahel tout particulièrement et la piraterie maritime de façon plus accrue dans les pays du Golfe de Guinée. Lorsqu'un attentat terroriste secoue le continent africain ou que nous sommes en situation d'insécurité, il y a effectivement peu d'informations disponibles dans les médias traditionnels. Ce vide a créé un appel d'air, qui a provoqué l'émergence des médias sociaux en tant que source d'information. Les médias sociaux aujourd'hui ont accaparé le leadership de l'information et de la communication, alors que de façon classique, ceux qui doivent nous informer sur ce qui s'est passé sur le continent, sont les journalistes, les médias traditionnels que sont la télé, la radio, la presse.

Médias traditionnels et médias sociaux sont concurrents ?

Avant nous n'avions que les médias traditionnels. Aujourd'hui, nous avons une pluralité de médias qui font que les gens délaissent les médias traditionnels et vont à la source sur les réseaux sociaux. Et ensuite, nous observons une course à l'échalote qui fait que les médias sociaux sont en capacité justement d'informer, parfois de désinformer et souvent plus vite que les médias traditionnels. Alors qu'en réalité, je pense qu'il faut toujours que nous puissions travailler à ce que les médias traditionnels retrouvent leurs lettres de noblesse. Et bien sûr, ne soyons pas méprisants envers les médias sociaux. Nous aurons toujours besoin des médias sociaux, mais le travail qui va être fait, c'est de réinstaller les médias traditionnels dans leur rôle qui est celui d'informer les opinions publiques sur les enjeux de la société dont les questions de sécurité.

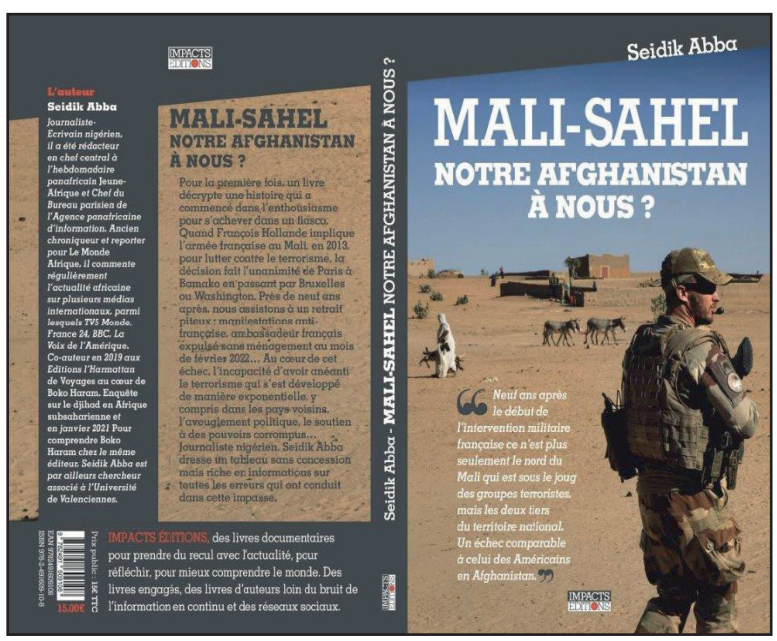
Propos recueillis par Joseph Mensah-Boboe

Régis Hounkpè le 19 mai, à l'hôtel Tiama, à Abidjan.

Ancien du centre d'études diplomatiques et stratégiques de l'Ecole des hautes études internationales de Paris, Régis Hounkpè est analyste géopolitique et communicant politique. Ayant travaillé pour des sociétés de conseil en Afrique subsaharienne et dans le milieu politique en France, il est actuellement directeur exécutif d'InterGlobe Conseils, un cabinet-conseil spécialisé en communication stratégique et expertise géopolitique. Spécialiste des enjeux de gouvernance sécuritaire et coopération internationale, il intervient à l'Ecole nationale supérieure des armées de Porto-Novo au Bénin et également en Géopolitique de l'Afrique à l'université de Reims Champagne-Ardenne.

Un atelier des journalistes et communicants africains francophones spécialisés sur les questions de sécurité et de défense, a eu lieu les 19 et 20 mai sous l'égide du programme SIPODI de la fondation Konrad Adenauer avec l'appui technique du cabinet InterGlobe Conseils. La rencontre a porté sur « le rôle de la presse dans l'appropriation et la dissémination des politiques de sécurité en Afrique subsaharienne ».

Nous avons interrogé à cette occasion, le professeur Jean-François Akandji-Kombe et Régis Hounkpè. Ils se prononcent sur les enjeux du métier du journalisme en temps de crises sécuritaires.



Dossier

Deux jours pour faire l'actualité.

Des journalistes africains et des experts ont débattu durant deux jours des enjeux sécuritaires et stratégiques du continent à l'invitation de la fondation Konrad Adenauer.

Les 19 et 20 mai derniers, Abidjan, la capitale ivoirienne, a accueilli un atelier régional des journalistes et des communicants de l'Afrique francophone spécialisés dans les questions de sécurité et de défense. L'atelier est initié et organisé par la fondation Konrad Adenauer, à travers son Programme de dialogue de politiques sécuritaires en Afrique subsaharienne (SIPODI), en partenariat avec InterGlobe Conseils, un cabinet-conseil d'expertise géopolitique, stratégique, communication politique et coopération internationale. Il a porté sur le thème « le rôle de la presse dans l'appropriation et la dissémination des politiques de sécurité en Afrique subsaharienne ».

Photo de famille à l'ouverture de l'atelier régional d'Abidjan (Côte d'ivoire) le 19 mai.

A travers cet atelier régional, la fondation souhaite contribuer au renforcement des capacités des professionnels de la presse et des médias des pays d'Afrique de l' ouest et centrale sur la connaissance, la maîtrise et les bonnes pratiques en matière de diffusion de l'information liée aux politiques de sécurité et de défense dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Dans son allocution d'ouverture, le représentant résident de la fondation, le colonel Roland Stein, a souligné que la presse, le quatrième pouvoir, est un instrument à double tranchant « dont l'usage adéquat peut être bénéfique tout comme sa mauvaise manipulation peut affecter dangereusement la société ».

Colonel Roland Stein à gauche.

Pour le colonel, la sécurité et la défense étant des domaines aussi sensibles que celui de la politique, requièrent « une nécessaire maîtrise des outils et instruments qui gouvernent les choix et l'action des acteurs » et « un minimum de connaissances du lexique sécuritaire autant que son adaptation avec le code d'éthique et de déontologie des professionnels de média ».

« Les défis sécuritaires auxquels sont confrontés nos Etats sont énormes et continuellement changeants. Dans les contextes de menaces accrues et de risques permanents dans les espaces sahéliens et sahariens, la plus grande victoire tactique contre l'ennemi passera nécessairement par la maîtrise de l'information et des modalités de traitement et de diffusion », a-t-il ajouté.

Régis Hounkpè, analyste géopolitique, enseignant en géopolitique et directeur exécutif d'InterGlobe Conseils, a indiqué que cet atelier permet « d'échanger et de partager sur la meilleure manière d'informer et de communiquer sur les enjeux sécuritaires et stratégiques à l'ère de la fulgurance des réseaux sociaux, souvent concurrents des médias traditionnels et régulièrement les délégitimant au profit du buzz et des fake news ».

Les fake news sont des nouvelles mensongères, et selon Samba Dialimpa, journaliste sénégalais, expert en information de crise, la désinformation par des acteurs en temps de conflit peut viser comme objectif de « désunir (accentuer des clivages existants), polariser (faire pencher la balance vers un certain résultat politique), disputer (créer une narrative alternative sur des événements en cours dans un pays tiers) et submerger (saturer les canaux de communication avec des rumeurs infondées).

Pendant les deux jours, des personnalités sont venues échanger leur expertise avec une vingtaine de journalistes venus, entre autres, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, Cameroun, de la Guinée Conakry, de la Centrafrique, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal, du Togo.

Les participants à l'atelier ont souligné la somme de connaissances qu'ils ont tirée des exposés, des échanges et les enseignements qu'ils en garderont tout au long de leur parcours professionnel.

A la fin des travaux, les journalistes qui ont fait des travaux thématiques en groupes sur des projets d'investigation, d'enquêtes et de grands-reportages dans les domaines de la sécurité et de la défense, se sont également concertés pour mettre en place un réseau de journalistes et communicants spécialisés en politique de sécurité et de défense en Afrique.

Joseph Mensah-Boboe

Un programme fouillé distillé sur deux jours.

Parmi les sujets exposés, les thèmes *« informer et communiquer sur les questions sécuritaires et stratégiques en Afrique subsaharienne à l'ère des médias sociaux »* et *« la pratique du journalisme en contexte électoral en Afrique»*, ont été abordés par Régis Hounkpe, analyste géopolitique et communicant politique, Enseignant en géopolitique. Un autre sujet, *« Fake news et désinformation en contexte de crises sécuritaires : quelles responsabilités du journaliste ? »* était développé par Samba Dialimpa, journaliste sénégalais à « Africa Check », expert en information de crise, sous la modération de Thierry Georges Vackat, Chargé de Programme.

« Le genre et la pratique du journalisme dans les domaines sécuritaire et politique en Afrique : comment la femme exerce-t-elle le métier en milieux complexes et hostiles ? », a été exposé par Emmanuelle SODJI, ancienne journaliste à France Télévisions, correspondante de France 24, experte.

Jean-François Akandji-Kombe, professeur à l'École de droit de la Sorbonne Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, doyen honoraire de la faculté de droit de Caen (Normandie en France), coordonnateur général honoraire du réseau européen des droits sociaux, professeur invité à l' université de Lomé, a animé le thème *« Savoirs, éthique et déontologie : comment s'informer et informer en contexte de violences et d'insécurités liées aux nouvelles menaces transnationales ? »*

Dr. Toussaint Kounouho, coordinateur régional de programme SIPODI, a présenté le programme.

Dr. Toussaint Kounouho,
Coordonnateur régional de programme SIPODI :
« Nous tentons une sorte de démarche de publicisation des problématiques sécuritaires en suscitant le dialogue multi-acteurs ».

Imagine Demain : Pourquoi la fondation Konrad Adenauer a voulu réunir des journalistes autour des questions de sécurité et la manière d'en parler ?

Dr Kounouho: D'abord, les questions qui relèvent des politiques de sécurité ou de la sécurité, sont des questions hautement sensibles. Elles nécessitent donc une certaine maîtrise des canaux ou des codes de communication en la matière. C'est une évidence. Il faudrait dans ce sillage, outiller les journalistes, les former non seulement à la maîtrise des éléments de langage dans le domaine des politiques de sécurité et de défense, mais aussi au bon usage et à la bonne pratique de leur métier quand il s'agit de s'intéresser à ces questions, qui sont des problématiques transversales qui engagent plusieurs acteurs. La deuxième raison est que généralement, les problématiques de paix et de sécurité sont abordées à partir du haut, par les dirigeants, ceux qui sont appelés à élaborer les politiques publiques et peut-être par d'autres acteurs également, c'est-à-dire les acteurs intermédiaires et par les populations. Ils n'ont pas généralement la bonne information ou les bons leviers nécessaires pour aborder de manière exhaustive ces problématiques. Or, les journalistes sont en rade de ces problématiques alors qu'ils sont en réalité, comme on le dit souvent, le 4e pouvoir, donc ils sont au cœur de l'élaboration de la recherche de l'information, du traitement et de la diffusion ou de la publication de l'information. Donc il est nécessaire que les institutions et les acteurs à divers niveaux qui abordent les problématiques de défense et de sécurité associent donc les canaux de communication, les journalistes et la presse spécialisée dans le traitement de ces problématiques pour que le citoyen qui est consommateur de l'information ait l'information juste, fiable, et qu'elle soit restituée dans les codes et dans les règles de l'art.

Dr. Toussaint Kounouho

Est-il possible d'aborder ces délicates questions avec des journalistes ?

L'intérêt et l'engouement suscités auprès des journalistes ont été vraiment extraordinaires et salutaires. La disponibilité, la richesse des discussions et des échanges illustrent les attentes ou la satisfaction que la fondation pourrait avoir par rapport à ce cadre de concertation qui est mise en place.

On a avancé, on n'est pas resté à l'étape de l'invitation des acteurs, mais on a tenté de rendre durable un creuset en mettant en place un réseau de journalistes qui s'intéressent, aux problématiques de sécurité et de défense. C'est un pari gagné. Et donc, à la fondation, nous pensons qu'en plus des partenaires que nous avons déjà, il y a un autre partenariat qui nait désormais avec la presse francophone spécialisée sur ces problématiques. Ensemble, nous allons pouvoir gagner les défis de la maitrise de ces problématiques et de la diffusion des questions de paix et de sécurité en utilisant des acteurs importants, des acteurs majeurs dans la chaîne de la production de l'information, que sont les journalistes et les communicateurs.

Concernant le programme SIPODI, vous savez qu'il y a un contexte sécuritaire de plus en plus difficile aujourd'hui sur le continent. Quelles sont vos perspectives ? Que comptez-vous faire, dans le cadre de ce programme pour pouvoir contribuer à l'édification d'une société beaucoup plus paisible ?

Depuis 6 ans la fondation Konrad Adenauer travaille à la promotion de l'État de droit, de la démocratie, de la paix et la sécurité en Afrique au Sud du Sahara. Nous couvrons 47 pays en Afrique du sud du Sahara et ce que nous faisons, qui constitue essentiellement un challenge pour la fondation, c'est de susciter le dialogue sur les questions de sécurité et de défense. Il était difficile à une certaine époque en Afrique, de discuter et mettre sur la table des problématiques qui engagent la sécurité et la défense, d'autant plus que ces problématiques étaient considérées comme relevant de la raison d'état, ou du secret-défense, etc. Donc nous tentons une sorte de démarche de publicisation de ces problématiques sécuritaires en suscitant le dialogue multi-acteurs, entre des acteurs que sont la société civile, les partis politiques, les journalistes, les parlementaires, toute la chaine élitiste qui concourt à l'élaboration, la production d'un corpus de politique publique, qui concerne les réponses capacitaires que les États peuvent apporter. Donc nous, au sein du programme pour le dialogue sur les politiques de sécurité en Afrique et au Sud du Sahara, notre rôle, c'est de servir de catalyseur pour ces énergies qui se fédèrent afin qu'elles fassent des propositions, des recommandations concrètes à nos dirigeants pour qu'ils puissent opérer des choix stratégiques majeurs dans le but de préserver la sécurité dans la région subsaharienne en générale.

Propos recueillis par Joseph Mensah-Boboe

IMAGINE DEMAIN
Bimensuel togolais d'information générale
Récipissé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur de publication:
Tété B. MENSAH-BOBOE
boboejoseph@gmail.com
Tel : (+228) 79483748 / 93231786
Média-consultant:
Jean-François Pollet

Comité de Rédaction:
Joseph Mensah-Boboe
Cécile SOSSOU

Service commercial:
(+228) 70353590 / 93231786 / 79483748

Mise en page
LA KOM SarlU
+228 99 58 16 13

Imprimerie
Light Print, Qt Forever

Distribution
DAMALI Kossi
Tirage: 1000 exemplaires)

Contacts
Avepozo Ibomonou
Tél: (+228) 70353590 / 93231786

SÉCURITÉ ET DÉFENSE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

Le rôle de la fondation Konrad Adenauer.

Depuis six ans, la fondation suscite le dialogue sur les questions de sécurité et de défense en Afrique subsaharienne à travers son programme SIPODI.

Affiliée à l'Union Chrétienne-démocrate (CDU), le parti d'Angela Merkel, chancelière de 2005 à 2021, Konrad Adenauer Stiftung (KAS) est l'une des principales fondations en Allemagne. Créée en 1955, elle s'est engagée à poursuivre l'héritage de Konrad Adenauer, premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne (1949-1963). La fondation, présente dans 120 pays à travers le monde, mène des actions d'éducation civique, d'assistance-conseil, et en faveur de la coopération internationale pour la paix, de la liberté et la justice.

Le SIPODI, programme pour le dialogue sur la sécurité en Afrique subsaharienne, basé à Abidjan en Côte d'Ivoire, est mis en place en novembre 2015 avec pour objectifs de promouvoir la paix, la sécurité et la coopération internationale à travers l'éducation et la formation, l'analyse des politiques sécuritaires et le dialogue.

La démarche de la fondation à travers le programme SIPODI qui couvre 47 pays se repose sur le dialogue entre l'Europe et l'Afrique, le développement de réseaux régionaux et internationaux d'acteurs majeurs dans le domaine de la politique sécuritaire, la formation morale et civique, les recherches et analyses.

Le dialogue entre l'Europe et l'Afrique se développe à travers des séminaires, tables rondes, conférences de haut niveau, et à travers des plateformes d'échanges multi-acteurs. Ce dialogue, que la fondation souhaite, main dans la main, doit se faire, selon elle, à travers la coopération et dans la compréhension mutuelle notamment des enjeux de politique sécuritaire.

Le programme SIPODI a contribué à mettre en place des réseaux tels que le CAMP-AO (Académies d'officiers, Ecoles de formation d'officiers) et le REPAM-CDS (Parlementaires africains) et le Réseau des journalistes et communicants spécialisés en politique de sécurité porté sur les fonds baptismaux lors de l'atelier régional d'Abidjan, initié par la fondation Konrad Adenauer à l'intention des journalistes et communicants de l'Afrique francophone les 19 et 20 mai derniers.

La formation morale et civique développée par la fondation est destinée à répondre à la question du sens à donner au service public sécuritaire et de défense, à garantir et à promouvoir l'intégration de l'armée dans un Etat démocratique et à encourager chez les militaires, la volonté de s'acquitter consciencieusement de leurs devoirs.

L'Association Béninoise d' Études Stratégiques et de Sécurité (ABESS), L'observatoire BOUTROS-GHALI du maintien de la Paix, le Réseau des parlementaires africains (REPAM-CDS), l'École des forces armées de Côte d'Ivoire, le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP), l'École Nationale Supérieure des Armées (ENSA Benin) sont des partenaires sur lesquels s'appuie également le programme SIPODI.

Joseph Mensah-Boboe

InterGlobe Conseils, un hub d'experts.

Spécialisé en expertise géopolitique et communication stratégique, le cabinet-conseil est né en novembre 2009 en tant que micro-entreprise. Mais avant, InterGlobe Conseils était davantage un blog politique et diplomatique sur lequel il était question de relations internationales et des pouvoirs politiques africains. Il est né de la volonté de proposer une expertise privée sur des sujets publics et internationaux pour le compte d'institutions nationales et internationales, qu'elles soient économiques, sociales, stratégiques.

Le cabinet-conseil est également spécialisé en accompagnement en coopération internationale des collectivités locales et territoriales. A cet effet, il travaille depuis trois ans avec trois communes afrodescendantes sur la mémoire de l'esclavage et l'autonomie économique des femmes.

Les clients du cabinet sont donc des mairies, des ministères, des ambassades, des instituts supérieurs de formation, des écoles militaires en Afrique et dans le monde. InterGlobe Conseils, bien que définissant le tropisme de ses actions en Afrique, travaille également sur d'autres aires du monde (Caraïbes, Europe, Amérique, Chine et Hong Kong...).

InterGlobe Conseils est un des pionniers dans son domaine en France et jouit d'une reconnaissance et crédibilité qui lui permet d'être régulièrement sollicité pour des conférences internationales, des missions pointues sur le continent africain pour des formations en communication stratégique et géopolitique de la sécurité et prévention des crises et conflits sur le continent africain.

Le cabinet-conseil a également été souvent invité sur les médias comme BFM, M6, France Info TV, Russia Today France, LCI-TF1, la télévision nationale et publique du Bénin, des journaux africains, des radios sénégalaises, nigériennes, etc.

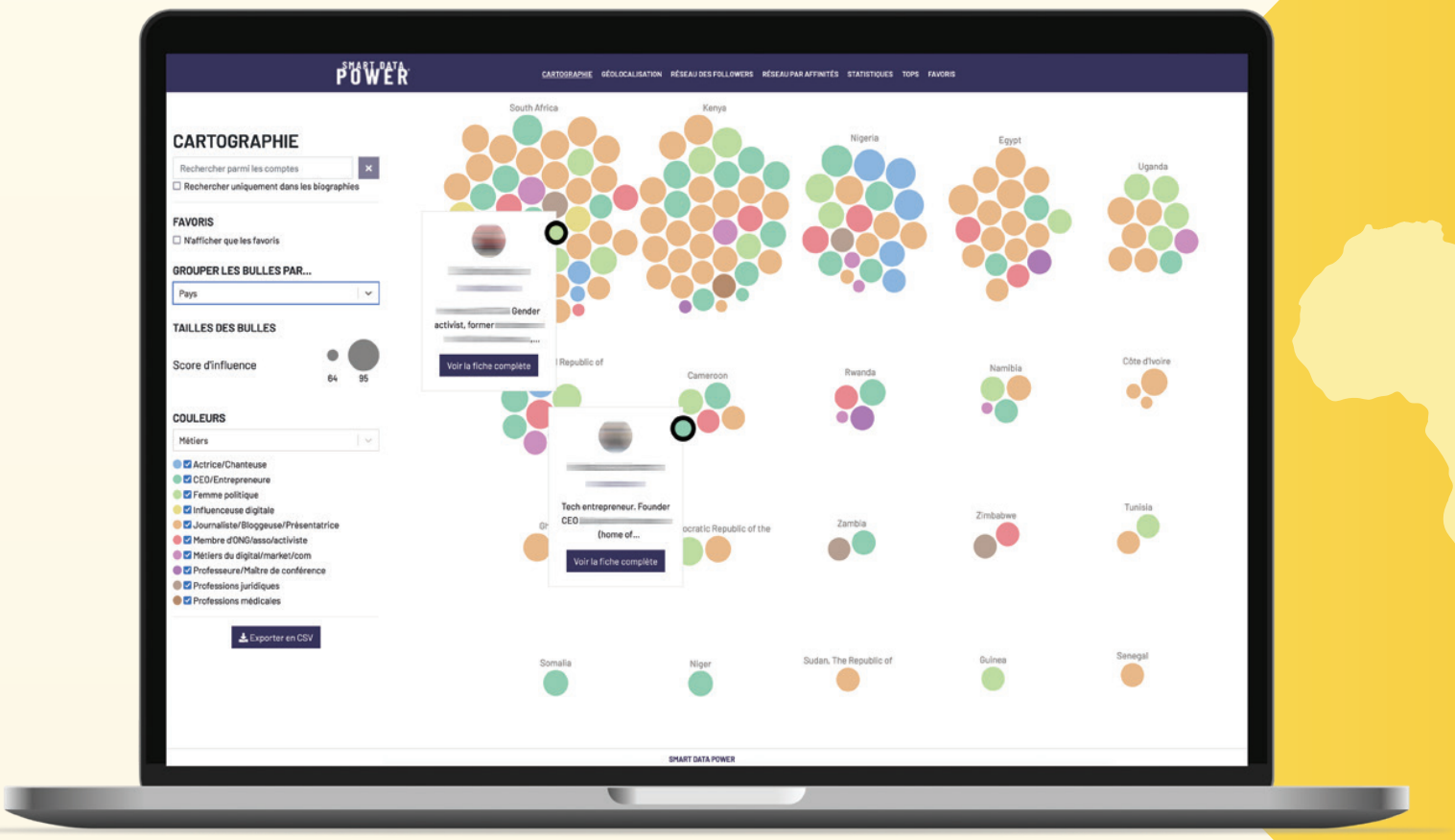
Implanté en Afrique de l'Ouest au Bénin, Sénégal, Cameroun et en Côte d'Ivoire, InterGlobe Conseils mène depuis trois ans un programme de compétences en faveur d'étudiants et chercheurs de ces quatre pays. L'équipe du cabinet est composée d'analystes, de consultants associés et de partenariats d'action. Elle accueille des stagiaires sur des missions de professionnalisation aux métiers d'analystes-veilleurs en géopolitique ou de communicants politiques.

SMART DATA POWER®

COLLECTE DE DATA ET CARTOGRAPHIES D'INFLUENCEURS SUR L'AFRIQUE ET LES AFRICAINS (DIASPORAS)

Influenceurs, clients, concurrents, politiques, ONG, média, blogueurs ...

Détection – Mise en relation – Call to action



NOS CLIENTS :

Entreprises, institutionnels, agences de communication, RP, cabinets d'affaires publiques et d'intelligence économique...

CONTACT :

Philippe Birken
philippe.birken@smartdatapower.fr
+33 6 60 37 18 69

Accord entre Coris Bank International et partenaires.

Le groupe Coris Bank International (CBI) bénéficie de la Banque africaine d'import-export, Afreximbank, d'une ligne de financement de 328 milliards de FCFA destinée à financer le commerce international. Le groupe Coris est aussi choisi par la Société financière Internationale (SFI) pour mener un projet pilote de financement du secteur culturel et créatif dans l'espace UEMOA.

Idrissa Nassa à gauche et Pr Benedict Oramah

La 29è édition des assemblées annuelles d'Afreximbank s'est tenue au Caire en Egypte, du 15 au 18 juin 2022. En marge des travaux, Idrissa Nassa, Président de Coris Bank International, a signé en faveur de son groupe, avec le Pr Benedict Oramah, Président d'Afreximbank, un accord de financement du commerce international pour un montant de 500 millions d'euros soit 328 milliards en FCFA.

L'accord permettra à Coris Bank International de stimuler l'approvisionnement en biens de première nécessité et produits de grande consommation (céréales, engrais, pétrole…) au profit des populations des 9 pays dans lesquels le Groupe Coris est installé.

« La signature de cette convention a un sens particulier pour nous en ce sens que c'est une convention qui est scellée entre deux institutions africaines. C'est une institution africaine qui finance un groupe bancaire africain » s'est réjoui Idrissa Nassa, reçu en visio-entretien le 22 juin, sur la chaine de télévision burkinabè 3TV. *« Il est important que nous apprenions à travailler ensemble, à nous faire confiance, et c'est comme cela qu'ensemble, nous allons travailler au développement de notre continent »*, a-t-il ajouté.

La Banque africaine d'import-export Afreximbank, dont le siège social est au Caire, en Égypte, est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain. Elle fournit des solutions de financement qui facilitent la transformation de la structure du commerce africain et accélèrent l'industrialisation et le commerce intrarégional, soutenant ainsi l'expansion économique en Afrique.

Un choix porté par la SFI sur Coris Bank International

Le 17 juin dernier, M. Nassa a indiqué le choix porté par la Société Financière Internationale (SFI) sur son groupe pour mettre en œuvre un plan de financement des industries culturelles et créatives dans l'espace UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine). La SFI est une branche du groupe de la Banque Mondiale dévolue au secteur privé.

L'entrepreneur burkinabé a fait l'annonce quelques jours après sa réunion avec Makhtar DIOP, Directeur Général de la SFI en marge du sommet annuel 2022 de l' AFRICA CEO FORUM qui s'est tenu à Abidjan en Côte d' Ivoire les 13 et 14 juin.

« Le Directeur Général et Vice-Président Exécutif de la Société Financière Internationale, SFI, M. Makhtar DIOP s'engage à renforcer la collaboration entre son Institution, et le Groupe Coris qui a été retenu pour le lancement d'un programme pilote de soutien aux industries créatives dans l'UEMOA. La SFI a pour objectif de rendre ce nouveau programme opérationnel d'ici la fin de l'année, afin de financer les acteurs du cinéma, de la musique, de la mode, des arts plastiques… pour soutenir le développement culturel de notre région », a publié Idrissa Nassa sur sa page facebook.

Première banque au Burkina Faso depuis quelques années, troisième au Togo où elle est implantée depuis sept ans, Coris Bank est présente également au Bénin, en Cote d'Ivoire, en Guinée Conakry et Guinée Bissau, au Mali, au Niger et au Sénégal. Coris Bank International fait le pari du financement et du développement du secteur privé en Afrique et surtout des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Cécile. S

«DJANGO RALLY» :

Arrivée de la parade de véhicules de luxe samedi 25 juin à Lomé dans une ambiance festive.

L'une des voitures de luxe du Django Rally, au départ de Cotonou

La première édition de «Django Rally» 2022, parade sportive, touristique et culturelle de véhicules de luxe s'est déroulée samedi 25 juin sur l'axe Cotonou-Lomé, avec un point d'étape à Aného (localité située à environ 45 km à l'est de la capitale togolaise);

C'est une initiative du Groupe IOKA. Environ 25 véhicules (Jaguars, Jeeps, Maseratis, Mercedes AMG, Mercedes GLE.…) ont démarré ce Rally à Novotel Cotonou (après un petit déjeuner) pour un trajet de 240 km, avec une pause déjeuner au restaurant Miadjoe à Aného, agrémentée d'animations et du networking.

La moitié du cortège a fait le trajet Cotonou-Aného (étape du déjeuner), avant de retourner à Cotonou. Le reste des véhicules a continué la parade jusqu'à Lomé, avec pour point de chute, le boulevard du 13 Janvier en face d'IOKA Hotel & Suites dans une ambiance festive.

«Ce Rally nous a permis de rassembler les amoureux de l'automobile autour de la découverte de certains sites touristiques et le restaurant Miadjoe à Aného, inconnu de beaucoup de personnes. Nous avons eu l'occasion de visiter la ville d'Aného, surtout le lac et la mer. Tout ceci contribue au développement du tourisme et permettra aux participants de ce Rally de revenir les prochains jours pour redécouvrir ces localités», a déclaré Francis Agbado (PDG du Groupe IOKA).

«Les participants sont venus de trois pays : Ghana, Bénin et Togo. Cette édition s'est déroulée sur l'axe Cotonou-Lomé. L'objectif pour nous, c'est de rééditer l'événement, mais sur des axes différents, dans la perspective de découvrir le pays, de découvrir de nouvelles localités et de développer le tourisme africain», a-t-il souligné.

Selon lui, cette première édition est un «*succès*». Et elle va *«motiver d'autres propriétaires de véhicules de luxe, qui étaient un peu timides, à participer aux prochaines éditions»,* a ajouté M. Agbado.

Quatre prix ont été décernés à l'arrivée de cette parade : le prix du meilleur turning, a été remporté par une voiture de type Jeep Wangler et celui de la voiture la plus moderne, décroché par une Jeep de près de 400 chevaux. Le prix de la meilleure accélération et du véhicule le plus élégant ont été respectivement enlevés par un véhicule de type Maserati et une Mercedes GLE.

«J'ai bien profité du trajet. J'ai découvert d'autres véhicules de luxe. A un moment de la parade, je me suis sentie un peu intimidée par les hommes, mais j'ai tenu bon jusqu'à la fin. Je serai encore présente à la deuxième édition», a confié la seule femme au volant d'un véhicule, lors de cette parade.

Cette parade de véhicules de luxe a été bouclée par un dîner au 7°North, sky bar de l'hôtel IOKA.

savoirnews.net

SAVOIR NEWS
La première agence de presse privée au Togo
01BP : 3620 Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23
E-mail : savoirnews@gmail.com
Lomé – Togo

Lancement de la 1ère édition du Grand Tour de Lomé.

Lomé la capitale togolaise va abriter du 15 au 21 août prochain la première édition du Grand Tour de Lomé. Cette rencontre sportive, touristique et culturelle va rassembler plusieurs pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) autour du thème : Résilience des pays et des communautés face à la covid19.

En prélude à cet événement qui fera de Lomé la capitale de l'auto moto, une conférence de presse a été animée le 16 juin à l'hôtel 2 février sous la présidence des ministres Affoh Atcha-Dedji des transports routiers, aériens et ferroviaires et Kossi Gbenyo Lamadokou de la culture et du tourisme. Le ministre Lamadokou a félicité les organisateurs avant de se réjouir de cette manifestation qui cadre bien avec la politique de relance du tourisme régional du gouvernement togolais. Pour Youssouf Bougonou, promoteur de l'événement des milliers de personnes sont attendus au Togo et ils auront à découvrir les atouts touristiques et culturels de notre pays, un pays stable. Les règles et conditions de participation des différentes épreuves de cette manifestation se trouve sur le site :
www.legrandtour.africa.

Des participants à la conférence de presse le jeudi 16 juin à l'hôtel 2 février

ROOTS
Informatique & Technologies
Informatique, Sécurité & technologies,
ERP, GED, Infogérance, Internet+, Softs
Partenaire Officiel
DELL odoo SOPHOS
Synology alhua TECHNOLOGY Acronis
Lenovo hp Microsoft
+228 9307 8787 / +229 9956 5252 / www.roots.ws

Publicité

ISUZU
Avec vous, pour le long terme!

FORCE ET RÉSISTANCE

4x2 HEAVY-DUTY FORWARD CONTROL TRACTOR UNIT
EXR
Tractor GVM 20,000kg
GCM 42,000kg/45,000kg

6x4 HEAVY-DUTY FORWARD CONTROL TRACTOR UNIT
EXZ
Tractor GVM 33,000kg
GCM 60,000kg

NOS OFFRES COMPRENNENT

- Les solutions de financement
- La Garantie constructeur
- Les Entretiens adaptés
- Les pièces de rechange et tout accessoires automobiles

DiWA INTERNATIONAL

Nous liberons votre mobilité

2556 Boulevard de la Paix, Tokoin Aéroport | 08BP. 8535, Lomé-TOGO
Tél. (+228) 22 61 27 76/77/78 | Mob. +228 97 10 94 94 | info@diwatg.com | www.diwatg.com